

Thaïlande : de nouveau sur les écrans radar

Arnaud Leveau

29 Mai 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur

Arnaud Leveau est membre du comité d'orientation d'Asia Centre. Il a une vingtaine d'années d'expérience pratique en Asie dans le monde de l'entreprise (Airbus, Danone, Sciacy Saint Honoré, A&B Strategy), des affaires gouvernementales (Ministère français des Affaires étrangères) et de la recherche en science politique et en relations internationales.

Il a travaillé au Centre d'études sur l'ASEAN de l'université Chulalongkorn à Bangkok (Thaïlande), au Centre d'études sur l'Asie du Sud-Est de l'université de Kyoto (Japon) et à l'Institut d'études sur l'Asie de l'Est de l'université Sogang à Séoul (Corée du Sud). Il a également été directeur adjoint de l'Institut français de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine à Bangkok soutenu par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE - UMIFRE 22) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS - UAR 3142). Il enseigne actuellement le monde des affaires en Asie à l'Université Paris Dauphine – PSL.

Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Institut d'Asie de l'Est de l'École Normale Supérieure de Lyon en France. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est. Ses recherches portent principalement sur les questions liées à la sécurité, à la défense et aux relations internationales dans la région Indo/Asie Pacifique.

Thaïlande : de nouveau sur les écrans radar

Arnaud LEVEAU

Depuis sa prise de fonction en août 2023, le Premier ministre thaïlandais, Srettha Thavasin, à la tête d'un gouvernement de coalition regroupant onze partis, s'est fixé comme objectif de replacer son pays sur les cartes régionales et mondiales. Après la longue période d'instabilité qui a suivi le coup d'État de 2006 et malgré le retour à un certain ordre institutionnel après la prise de pouvoir du Général Prayut Chan-ocha en 2014, l'empreinte laissée par la Thaïlande sur les écrans radar des chancelleries étrangères et des milieux d'affaires a doucement perdu de sa netteté. Pour rattraper le temps perdu et éviter de se faire dépasser par leurs principaux voisins, les autorités thaïlandaises déploient aujourd'hui une énergie manifeste mais aussi parfois un peu brouillonne pour placer de nouveau au cœur du jeu.

Plusieurs axes ont été lancés :

- le développement politique d'un soft power thaïlandais en s'appuyant notamment la nouvellement créée Agence thaïlandaise pour la culture créative (Thailand Creative Culture Agency – THACCA) et d'une Commission nationale pour le développement du Soft power présidée par Paetongthan Shinawatra.
- Inscrire la Thaïlande au cœur de la gouvernance mondiale en portant la candidature du pays à l'OCDE mais aussi aux BRICS et en accueillant en 2026 la rencontre annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Bangkok. La Thaïlande espère également conclure d'ici 2025 un accord de libre-échange avec l'Union Européenne.
- Soutenir l'économie en transformant la Thaïlande en un pôle industriel régional de premier plan dans huit secteurs clés : santé et bien-être, agriculture et agro-alimentaire, aéronautique, logistique, véhicule du futur, économie digitale et finance et tourisme.
- Attirer davantage d'investissements étrangers en (re)lançant d'importants projets de développement d'infrastructures, dont le controversé canal de Kra qui prendrait cette fois-ci la forme d'un pont autoroutier de 93 km accompagné d'une voie ferrée à deux niveaux auquel viendrait s'ajouter la création d'un port en eau profonde à Ranong et d'une extension du port de Chumphon, le tout pour près de 27 milliards d'euros.
- Promouvoir des dialogues privilégiés, voire stratégiques avec certains pays pouvant servir de porte d'entrée dans des enceintes régionales.

Pour faire passer son message, le Premier ministre Srettha Thavisin a décidé d'endosser le rôle de VPR de la Thaïlande. Cela lui est d'ailleurs souvent reproché en Thaïlande où certains considèrent qu'il passe beaucoup trop de temps à l'étranger et pas suffisamment à s'occuper des affaires intérieures du pays.

Ainsi, depuis août 2023, il s'est rendu en Arabie Saoudite, en Australie, au Brunei, au Cambodge, en Chine, à Hong Kong, en Italie, au Japon, au Laos, au Sri Lanka et en Suisse et déjà à deux reprises en Allemagne, aux Etats-Unis, en Malaisie et en France (mars et mai 2024). De manière assez surprenante, il ne s'est pas encore rendu officiellement au Royaume-Uni ni en Inde.

La France, qui s'est dotée d'une stratégie Indo-Pacifique dès 2018, s'est montrée rapidement réceptive à ce nouveau positionnement thaïlandais. L'intérêt français pour le pays est même antérieur à la constitution du nouveau gouvernement. Déjà en 2022, le Président Emmanuel Macron avait répondu favorablement à l'invitation lancée par le ministre des Affaires étrangères thaïlandais de l'époque Don Pramudwinai à participer au 32^e sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie Pacifique). En se rendant à Bangkok, le Président français est devenu le premier dirigeant de l'Union Européenne à prendre part à ce sommet. La venue d'Emmanuel Macron a d'autant plus été remarquée que ni le Président américain Joe Biden et ni le Président russe Vladimir Poutine n'étaient de la partie.

Depuis les choses se sont accélérées et la relation franco-thaïlandaise s'en est retrouvée renforcée. Le mois de mai 2024 en est un parfait exemple. En moins d'une semaine trois événements distincts et significatifs se sont tenus à Paris couvrant l'ensemble du spectre des relations franco-thaïlandaises qu'elles soient officielles ou non :

- 15 mai : Venue de SAR la Princesse Maha Chakri Sirindhorn, à l'Institut national des langues et civilisations orientales pour un symposium célébrant les 150 ans de l'enseignement du siamois en France.
- 16 mai : présence du Premier ministre Srettha Thavisin à un forum d'affaires, ayant un fort volet en matière de défense et seconde avec le Président Macron en moins de trois mois.
- 17-18 mai : ouverture du musée de la Démocratie thaïlandaise dans l'ancienne maison de Pridi Banomyong à Antony, en présence de plusieurs représentants de l'opposition thaïlandaise et plus particulièrement de Thanathorn Juangroongruangkit, fondateur du Parti Futur Forward (dissout en 2020 mais dont le spin-off, le parti Move Forward a remporté le plus de sièges aux élections législatives de 2023 sans qu'il ait pour autant été en mesure de former un gouvernement de coalition en raison de fortes réticences des milieux conservateurs et d'un jeu d'alliance défavorable). Cet événement a eu lieu quelques jours après la mort en prison de Netiporn Sanae-sangkom, une jeune militante de 28 ans incarcérée pour lèse-majesté et qui était en attente de son procès.

Très attendu, le forum d'affaires franco-thaïlandais n'a finalement débouché que sur peu d'avancées concrètes. Seuls trois mémorandums d'entente, sans portée structurante, ont été signés entre :

- L'agence spatiale thaïlandaise (GISTDA) et l'incubateur aéronautique Stardust ;
- CP Foods et Schneider Electric sur l'automatisation de haut niveau et des solutions digitales ;
- CP International et Airbus en matière de carburant durable pour l'aviation.

Le Général Songwit Noonpakdee, le chef des Forces de défense, était arrivé un peu plus tôt pour des rencontres avec différents industriels français de la défense. Cela pourrait à terme déboucher sur un partenariat plus étroit et des contrats potentiels. Toutefois, si la défense est un des axes stratégiques de la nouvelle feuille de route franco-thaïlandaise, lui donner de la substance n'est pas chose aisée. Le budget de la défense thaïlandais devient plus contraint et il est encore en partie limité par l'acquisition toujours problématique d'un sous-marin à la Chine.

Les résultats économiques de ce renouveau tardent donc à se faire sentir. D'un point de vue de politique c'est tout autre chose. Au fil des mois un certain nombre de convergences sont apparues entre la France et la Thaïlande aussi bien sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine, sur le Moyen-Orient ou en ce qui concerne la situation en Birmanie où les deux pays ont, selon l'Elysée, convenu de travailler étroitement à une réponse humanitaire, de condamner toutes violences contre populations civiles et d'appuyer les efforts politiques pour une sortie de crise.

Si les effets ne sont pas toujours manifestes, la Thaïlande se repositionne bel et bien au cœur du jeu.

C'est sans doute là le principal objectif des autorités thaïlandaises. Se replacer sur la carte, travailler à améliorer l'image du pays pour à terme attirer des investissements de meilleure qualité dans de nouveaux secteurs industriels stratégiques et ainsi de profiter plus pleinement des volontés d'atténuation des risques (de-risking) à l'égard de la Chine manifestées par de nombreux groupes internationaux.

Le momentum est favorable. Le cadre se met en place. Les opportunités existent, reste à voir si elles seront saisies de part et d'autre.